

# **Activité économique et urbanisme**

Séance introductive

# ***L'aménagement et le développement économique : quels rapports ?***

- L'aménagement, activité multi-finalisée :  
**=>comment est prise en charge la finalité « développement économique »?**
  
- L'aménageur confronté au quotidien à :
  - 1. Des usagers particuliers...**
  
  - 1. Des espaces particuliers...**
  
  - 1. Des acteurs particuliers...**

# Organisation du cours

- **29 septembre : Séance introductive**
- **30 septembre : Etude de cas / 2 cas d'implantation d'entreprise en région Poitou-Charentes**  
Intervenant : Olivier Coussi, enseignant-chercheur à l'IAE de l'Université de Poitiers, ancien directeur régional Poitou-Charentes de l'agence de développement Ouest Atlantique / [Salle A219](#)
- **7 octobre : Etude de cas / l'opération Ivry Confluences**  
Intervenant : Jean-François Lorès, directeur du développement urbain, ville d'Ivry sur Seine
- **14 octobre : Retour sur les 2 conférences / *AMENER VOS NOTES***
- **4 novembre : Etude de cas / l'opération Plaine Commune**  
Intervenant : Jean-Claude Bordigoni, ancien directeur de la SEM Plaine Commune Développement / [Salle A219](#)
- **2 décembre : Etude de cas / le Cancéropôle et l'Aerospace campus à Toulouse**  
Intervenant : Pierre-Emmanuel Reymund, directeur "prospective métropolitaine, partenariats, innovation territoriale" Toulouse Métropole / [Salle A219](#)
- **8 décembre : Retour sur 2 conférences / *AMENER VOS NOTES***
- Evaluation
- Rédaction d'un mémento « aménagement et développement économique » sur la base des histoires d'aménagement étudiées.

## ***Des points d'attention pendant les conférences de professionnels :***

- Intentions et finalités de l'opération d'aménagement
- Contexte socio-économique et territorial
- Acteurs
- Outils

# ***Un mémento « Le développement économique dans l'aménagement urbain »***

- Une visée de « professionnalisation »
- Les actions d'aménagement en vue du développement économique : nature des enjeux / contraintes opportunités / outils
- Sur la base des 4 témoignages
- 18000 caractères (espaces compris) max / à remettre avant le 8 janvier 2017

# Eléments de cadrage généraux

1. Le développement économique local: définition et indicateurs
2. L'intervention économique locale: acteurs et outils
  - 2.1. Les collectivités territoriales et leurs outils
  - 2.2. L'Etat et ses instruments

# 1. Développement économique local ?

$$Y = f(X_1, X_2, \dots)$$

⇒ Le point de vue de l'économiste...

1. Y : Quels indicateurs?

(VA/revenu/emploi/brevets/...)

**AÉRONAUTIQUE**

L'avionneur a officiellement inauguré hier en Chine sa première chaîne d'assemblage non européenne et évoqué une nouvelle mégacommande possible début 2009. Avec à la clef d'autres projets à venir.

# Airbus va fabriquer des avions hors d'Europe pour la première fois

Un nouveau chapitre de l'histoire d'Airbus s'est ouvert hier en Chine, avec l'inauguration de la chaîne d'assemblage de Tianjin, à cent kilomètres de Pékin. Historique car c'est la première fois que l'avionneur ouvre une chaîne d'assemblage hors d'Europe. Jusqu'à présent, tous les appareils du constructeur étaient en effet assemblés à Toulouse ou Hambourg. Et ce chapitre en appelle déjà d'autres, tant est grand l'intérêt d'Airbus pour le marché chinois et sa volonté d'étendre ses ailes hors d'Europe. Derrière cette première chinoise se profile en effet sa stratégie à vingt ans, visant à le faire passer du stade européen à celui de véritable multinationale.

Venu inaugurer l'usine en présence du Premier ministre Wen Jiabao, Thomas Enders, le PDG d'Airbus, n'a pas caché ses ambitions. « *L'inauguration en Chine de notre première chaîne d'assemblage hors d'Europe, est la base visible de notre stratégie d'internationalisation, a-t-il déclaré. Elle nous permettra d'assurer notre croissance, de réduire nos coûts et d'attirer les talents et les compétences du monde entier, tout en préservant l'emploi et le maintien du cœur de métier en Europe.* ». Appliquée à la Chine, cette stratégie a déjà permis à l'avionneur de passer de 4 % de parts de marché en 1995 à 39 % en 2008, avec 438 appareils en service fin août et plus de 400 avions en com-



L'usine de Tianjin, copie conforme de celle de Hambourg, devrait compter environ 500 salariés à la fin de l'année, dont deux tiers de Chinois.

mandés. En retour, les achats de services et de pièces détachés d'Airbus en Chine ont atteint 70 millions de dollars l'an dernier et devraient s'élever à 450 millions de dollars en 2015 et à 1 milliard en 2020.

L'usine de Tianjin aura, quant à elle, nécessité, un investissement de 600 millions de dollars, via une filiale commune contrôlée à 51 % par Airbus et 49 % par ses partenaires chinois, la municipalité de Tianjin et les deux holdings aéronautiques d'Etat Avic I et II, en passe de fusionner. Construite en quinze mois, cette copie conforme de l'usine de Hambourg devrait compter environ 500 salariés à la fin de l'année, dont deux tiers de Chinois, formés pendant un an à Hambourg ou Toulouse. Avec pour objectif de livrer 11 A320 en

2009 – dont le premier en juin – et jusqu'à 4 monocouloirs par mois à l'horizon 2011, ce qui devrait lui permettre d'être rentable. De quoi favoriser la transformation en commandes fermes de quelque 280 autres commandes qui n'attendent que le feu vert gouvernemental, en attendant un possible nouveau mégac contrat début 2009, dont une deuxième commande d'A380 pour Air China, évoquée par Thomas Enders lors de l'inauguration.

Une deuxième unité en Chine. Le tout sans réduction de l'activité des sites de Hambourg et Toulouse, qui produisent chacun, 17 monocouloirs par mois. Avec 4 appareils par mois, Tianjin ne représentera même pas la moitié des livraisons d'Airbus en Chine,

qui absorbe déjà 15 % de la sa production. De plus, la quasi-totalité des éléments d'A320 assemblés à Tianjin proviendra toujours d'Europe, acheminée par mer, contribuant ainsi au plan de charge des autres sites de l'avionneur et de ses partenaires.

Mais, pour de nombreux employés européens d'Airbus, cette stratégie reste néanmoins synonyme de délocalisation. Car Airbus ne compte pas s'arrêter là. Après Tianjin, l'avionneur espère finaliser, d'ici à la fin de l'année, la création d'un deuxième centre de production en Chine, en « joint-venture » avec Avic, pour la fabrication d'éléments d'aérostructures du futur A350. Airbus voudrait ainsi confier 5 % de la fabrication du futur bi-réacteur long-courriers à ses partenaires chinois, contre leur participation au financement du programme. Par ailleurs, l'industrie chinoise devrait aussi récupérer prochainement la fabrication complète des ailes des A320 assemblés à Tianjin. Aujourd'hui, une partie de ces ailes – la structure métallique – est en effet fabriquée en Chine, puis expédiée à Broughton, au Royaume-Uni, pour y être équipées, avant d'être renvoyées par bateau à Tianjin, avec un détour par l'Allemagne. Autant de trajets inutiles et coûteux qui seront supprimés en centralisant l'équipement de ces ailes en Chine. Mais cela ne fera probablement pas l'affaire des Anglais.

B. T. (À TIANJIN)

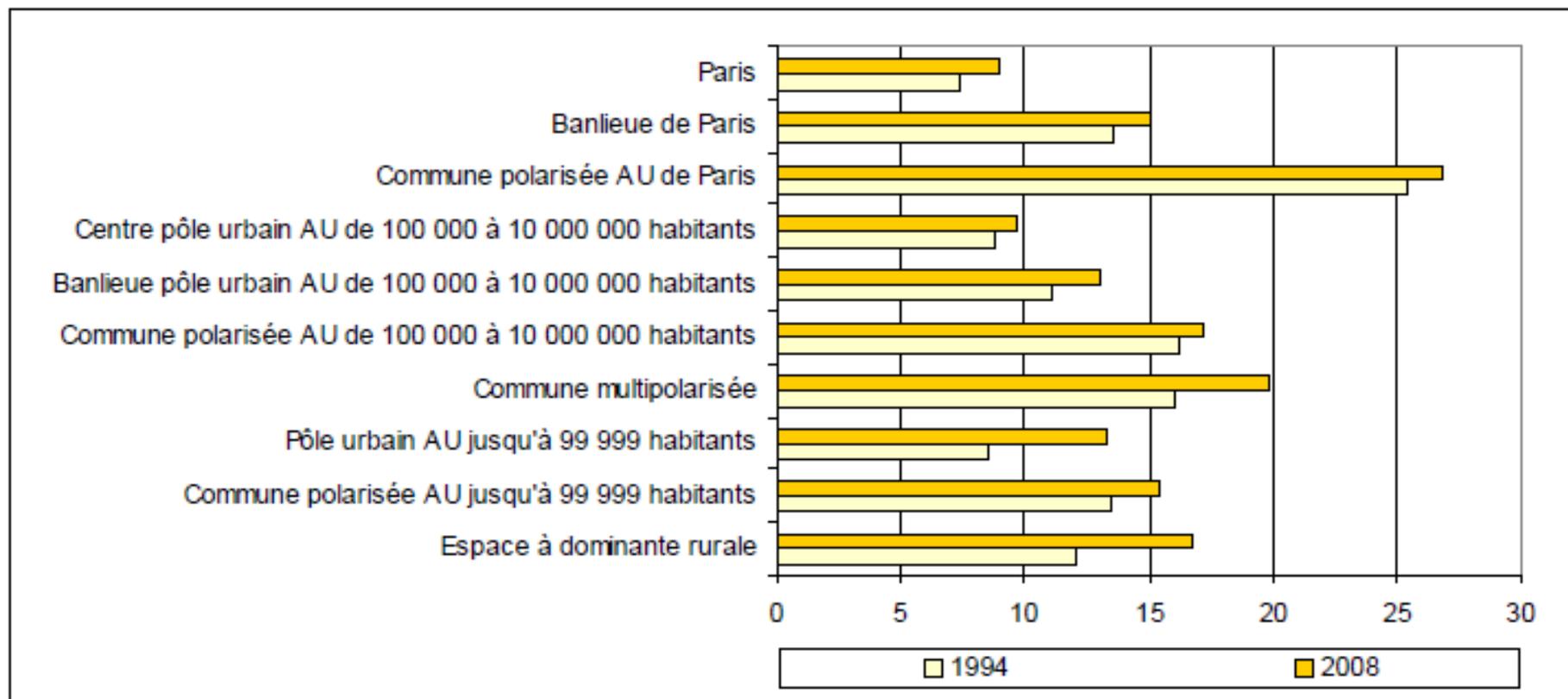
**Tableau 2 : Évolution de la distance et durée des déplacements du domicile vers un lieu de travail fixe et régulier**

	1982	1994	2008
Population concernée (en milliers)	16 826	17 108	20 231
Distance moyenne de l'aller (en km)	9,0	12,0	14,7
<i>Évolution moyenne annuelle des distances (en %)</i>		+ 3,0	+ 2,7
Durée moyenne de l'aller (en mn)	20,5	20,9	22,6
<i>Évolution moyenne annuelle des durées (en %)</i>		+ 0,4	+ 1,7

Champ : actifs ayant un lieu de travail fixe hors de leur domicile.

Sources : SOeS, Insee, Inrets, enquêtes nationales transports et déplacements 1982, 1994, 2008

**Graphique 2 : Distance moyenne de l'aller selon le type urbain du domicile de résidence (en km)**



Champ : actifs ayant un lieu de travail fixe hors de leur domicile.

Sources : SOeS, Insee, Inrets, enquêtes nationales transports et déplacements 1994, 2008

**Tableau 8 : Distance et durée moyenne du trajet selon la catégorie socioprofessionnelle en 2008**

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Population concernée (en milliers)	191	794	3 431	5 016	6 174	4 612	20 231
Distance moyenne pour se rendre au travail (en km)	3,4	12,3	17,9	16,3	12,5	14,3	14,7
Temps moyen pour se rendre au travail (en minutes)	6,7	16,6	28,5	24,1	21,1	20,1	22,6

Champ : actifs ayant un lieu de travail fixe hors de leur domicile.

Source : SOeS, Insee, Inrets, enquête nationale transports et déplacements 2008

# Développement économique local ?

$$Y = f(X_1, X_2, \dots)$$

⇒ Le point de vue de l'économiste...

1.  $Y$  : Quels indicateurs?  
(VA/revenu/emploi/brevets/...)
2.  $X_1, X_2, \dots$  : Quels facteurs?  
(spécialisation vs.  
diversification/taille)

# Eléments de cadrage généraux

1. Le développement économique local: définition et indicateurs

## **2. L'intervention économique locale: acteurs et outils**

2.1. Les collectivités territoriales et leurs outils

2.2. L'Etat et ses instruments

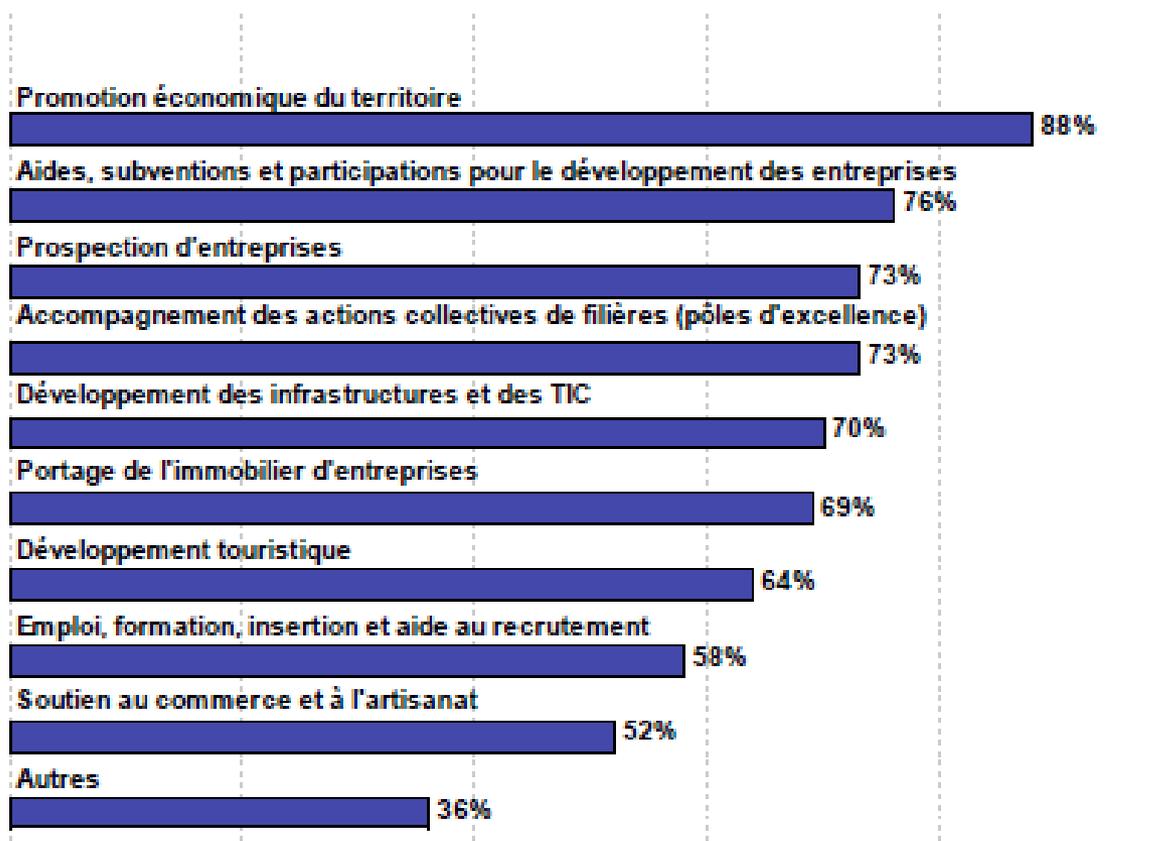
## 2.1 L'intervention économique locale: les collectivités territoriales

1. *Les interventions économiques des collectivités territoriales: généralités*
2. *Les outils de l'intervention économique des collectivités territoriales*

*« Les hommes politiques locaux ne sont plus seulement des hommes de réseaux et des intermédiaires à qui on demande de réagir. Ils doivent agir en propre, mener des **stratégies**. [...]. On est passé d'une culture de la délégation à une culture de l'action, d'une position sous tutelle à une position plus responsable. Dans un cas les élus locaux étaient des acteurs réactifs, chargés d'adapter ; ils commencent à devenir acteurs-actifs coproducteurs à part entière. Ils étaient hommes de réseaux ; ils s'appuient désormais sur de **grandes organisations** publiques locales ».*

D. Lorrain, 1991

*Les actions économiques suivantes relèvent-elles de l'intérêt communautaire?*



Source : Observatoire de l'intercommunalité © - ADCF, 2005

**Tableau 1 : Les aides économiques dispensées par les collectivités territoriales en 2002**

	Communes	Départements	Régions	Total
Total aides indirectes (millions euros)	235	97	177	509
	46%	19%	35%	100%
Total aides directes (millions euros)	548	515	593	1657
	33%	31%	36%	100%
Total (millions euros)	783	612	770	2166
%aides indirectes	30%	16%	23%	23%
%aides directes	70%	84%	77%	77%

*Champ : département, région ou commune de plus de 5000 habitants ou groupement intercommunal dont au moins une collectivité membre dépasse ce seuil démographique en 2002*

*Source : Enquête annuelle réalisée par la Direction Générale de la Comptabilité Publique sur les aides à caractère économique des collectivités locales*

**Aides indirectes : part des différents types d'aides indirectes pour chaque niveau de coll. terr.**

	Communes	Départements	Régions	Total
<b>Aides immobilières</b>	<b>33%</b>	<b>27%</b>	<b>16%</b>	<b>26%</b>
rabais consentis sur vente ou location	12%	1%	0%	6%
crédit-bail immobilier ou location vente	4%	7%	2%	4%
ventes à paiement échelonné	1%	1%	4%	2%
autres aides immobilières	16%	18%	9%	14%
<b>Aménagement de zones</b>	<b>33%</b>	<b>22%</b>	<b>8%</b>	<b>22%</b>
<b>Versements à des fonds de garantie</b>	<b>1%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>
<b>Prises de participation</b>	<b>14%</b>	<b>7%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>
dans SEML	13%	6%	9%	10%
dans autres sociétés que des SEML	1%	1%	3%	2%
<b>Prestations de service au bénéfice des entreprises</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>	<b>27%</b>	<b>11%</b>
dont - études, diagnostic, conseils de gestion	1%	2%	4%	2%
-promotion, aides à la commercialisation	2%	1%	21%	8%
<b>Autres</b>	<b>17%</b>	<b>37%</b>	<b>34%</b>	<b>27%</b>
	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

*Champ : département, région ou commune de plus de 5000 habitants ou groupement intercommunal dont au moins une collectivité membre dépasse ce seuil démographique en 2002*

*Source : Enquête annuelle réalisée par la Direction Générale de la Comptabilité Publique sur les aides à caractère économique des collectivités locales*

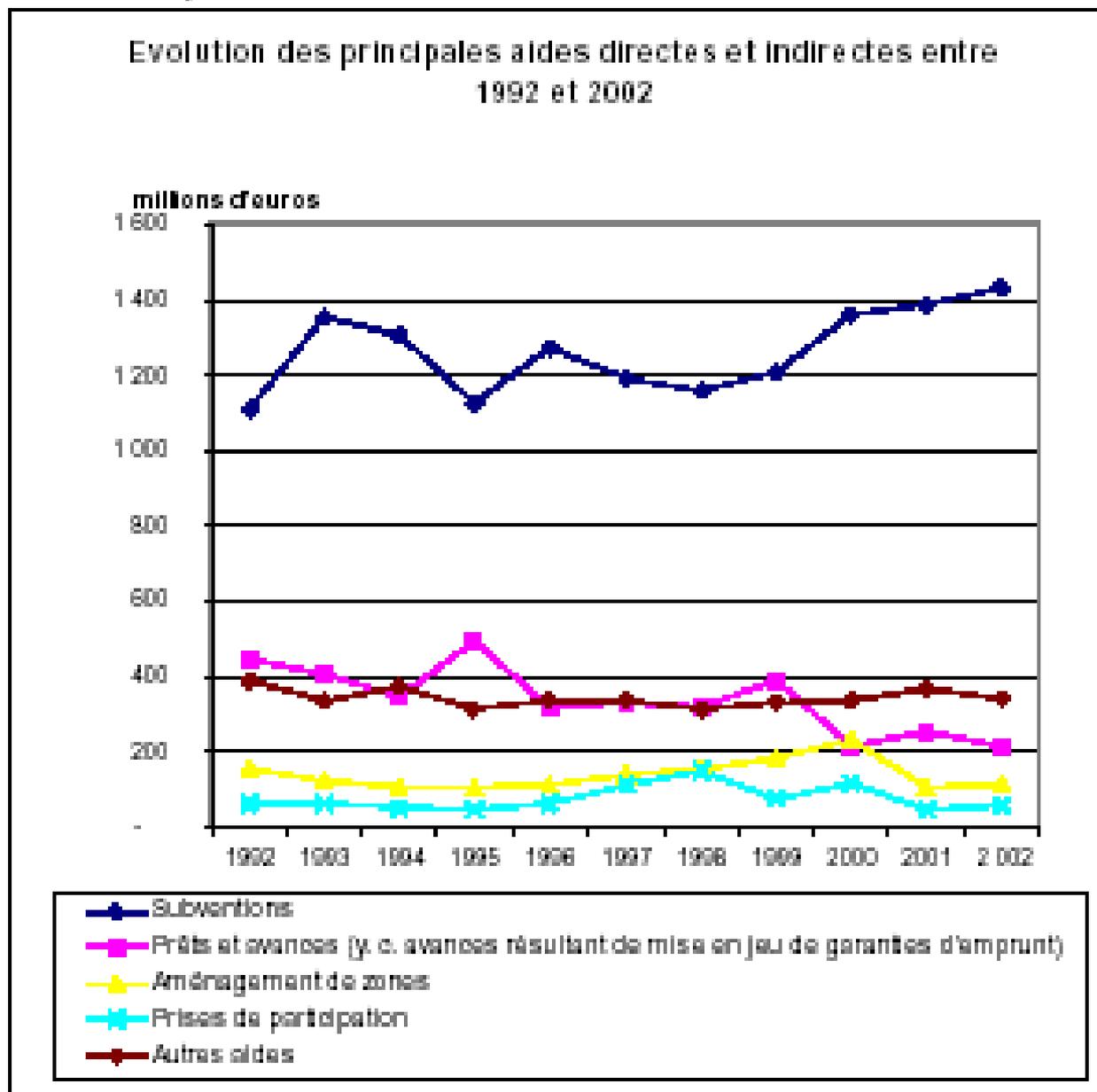
**Aides indirectes : contributions des différents niveaux de coll. terr. aux différents types d'aides indirectes**

	Communes	Départements	Régions	Total
<b>Aides immobilières</b>	<b>59%</b>	<b>20%</b>	<b>21%</b>	<b>100%</b>
rabais consentis sur vente ou location	97%	3%	0%	100%
crédit-bail immobilier ou location vente	44%	35%	21%	100%
ventes à paiement échelonné	31%	5%	65%	100%
autres aides immobilières	53%	24%	23%	100%
<b>Aménagement de zones</b>	<b>68%</b>	<b>19%</b>	<b>13%</b>	<b>100%</b>
<b>Versements à des fonds de garantie</b>	<b>12%</b>	<b>37%</b>	<b>51%</b>	<b>100%</b>
<b>Prises de participation</b>	<b>53%</b>	<b>12%</b>	<b>35%</b>	<b>100%</b>
dans SEML	58%	12%	30%	100%
dans autres sociétés que des SEML	22%	11%	67%	100%
<b>Prestations de service au bénéfice des entreprises</b>	<b>10%</b>	<b>6%</b>	<b>84%</b>	<b>100%</b>
dont - études, diagnostic, conseils de gestion	12%	19%	69%	100%
-promotion, aides à la commercialisation	10%	3%	87%	100%
<b>Autres</b>	<b>29%</b>	<b>26%</b>	<b>44%</b>	<b>100%</b>
<b>Total</b>	<b>46%</b>	<b>19%</b>	<b>35%</b>	<b>100%</b>

*Champ : département, région ou commune de plus de 5000 habitants ou groupement intercommunal dont au moins une collectivité membre dépasse ce seuil démographique en 2002*

*Source : Enquête annuelle réalisée par la Direction Générale de la Comptabilité Publique sur les aides à caractère économique des collectivités locales*

Graphique 2 : Evolution du montant des principales aides de 1992 à 2002 (en millions d'euros)



# Eléments de cadrage généraux

1. Le développement économique local: définition et indicateurs
2. L'intervention économique locale: acteurs et outils
  - 2.1. Les collectivités territoriales et leurs outils
  - 2.2. L'Etat et ses instruments**

## 2.2. La réémergence de l'Etat

*a) Organisation de l'Etat en matière de développement économique*

- a) Les services déconcentrés*
- b) Les organismes consulaires*

*b) Instruments de l'Etat central en matière de développement économique.*

- a) Les ZFU*
- b) L'obligation de revitalisation*
- c) Les OIN*
- d) La politique des pôles de compétitivité*
- e) Le Grand Paris*
- f) Le Grand Emprunt*
- g) ...*

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
ZFU	Ministère du logement , de l'égalité des territoires et de la ruralité  (Pinel, ex-Duflot)	ANRU, PNRU, ZUS, ZRU	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique de la ville</li> <li>- 1996 Pacte de relance pour la ville : Définition de ZUS, dans lesquels ZRU, ZFU.</li> <li>- ZFU : exonérations sociales et fiscales pour attirer des entreprises dans les quartiers en difficulté et les encourager à développer des emplois parmi la population résidente.</li> </ul>	<p>Objectif de rééquilibrage territorial :</p> <p>Réduire la fracture urbaine</p>	<p>Incitation fiscale :</p> <p>L'Etat exonère une population d'entreprise en fonction de sa localisation</p>

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
Obligation de revitalisation	Ministère du Travail, de l'Emploi, Formation prof. et Dialogue social.  (El Khomri)	PSE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi de modernisation sociale 2002</li> <li>- Obligation de revitalisation depuis 2005</li> <li>- Extension du principe du PSE au territoire</li> <li>- Convention de revitalisation entre une entreprise et l'Etat : Enveloppe budgétaire attribuée à des mesures en faveur de la création d'activité et du dév éco.</li> </ul>	<p>Objectif de compensation :</p> <p>Atténuer les effets des licenciements sur les territoires concernés.</p>	Amende : Convention répressive visant à responsabiliser les entreprises

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
OIN	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  (Royal)	Code de l'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régime juridique particulier : L'Etat conserve dans ces « zones » la maîtrise de la politique d'urbanisme (occupation des sols, création de ZAC)</li> <li>- Concerne les aménagements « stratégiques » (Seine Amont, Seine Arche, Seine Aval...)</li> <li>- Milieu des années 2000</li> </ul>	Garder une main mise sur le territoire français comme « patrimoine commun de la nation »	Instrument de contrôle des zones « stratégiques »

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
Pôles de compétitivité	Ministère de l'économie (Sapin)	PIA, CIR	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique de cluster par appel à projets</li> <li>- « <i>Regroupement sur un même territoire d'entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche publics ou privés qui ont vocation à travailler en synergie.</i> »</li> <li>- 2005</li> </ul>	Ambigu : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inciter les démarches à l'innovation dans les PME (ou)</li> <li>- Booster les champions nationaux pour augmenter la compétitivité sur un plan international.</li> </ul>	Politique de cluster par aap,  Labellisation et subvention au cas par cas

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
Grand Paris	Ministère du logement , de l'égalité des territoires et de la ruralité  (Pinel, ex-Duflot)	PPC, PIA, OIN, CDT	<p>-Projet du gouvernement (C. Blanc) qui vise à faire de l'agglomération parisienne une grande métropole mondiale.</p> <p>--2010 loi sur GP</p> <p>- Deux orientations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les contrats de développement territorial (plusieurs projets concernant les pôles économiques dynamiques de l'agglo Parisienne)</li> <li>- Un nouveau réseau de transport public francilien.</li> </ul>	Compétitivité sur le plan international	Planification urbaine

## 2.2. La réémergence de l'Etat

Instrument	Ministère de rattachement	Politique ou dispositif associé	Description	Objectif vis à vis du territoire	Type d'instrument
Grand Emprunt	Ministère de l'économie (Sapin)	PPC, Grand Paris	- Grand Emprunt (ou PIA) structuré autour de 5 programmes / priorités (pour un montant de 35 milliards d'euros) : 1/Enseignement supérieur et formation (11Mds) 2/Recherche (7,9Mds) 3/Industrie (7,5Mds) 4/Développement durable (5Mds) 5/Economie numérique (4,5 Mds)	Relance économique via des secteurs « d'avenir »  Compétitivité sur le plan international	Subvention sur des équipements labellisés (aap)

***Des points d'attention « transversaux »:***

- Intentions et finalités de l'opération d'aménagement
- Contexte socio-économique et territorial
- Acteurs
- Outils

# ***Un mémento « Le développement économique dans l'aménagement urbain »***

- Une visée de « professionnalisation »
- Les actions d'aménagement en vue du développement économique : nature des enjeux / contraintes opportunités / outils
- Sur la base des 4 témoignages
- 18000 caractères (espaces compris) max / à remettre avant le 8 janvier 2017